



Communiqué

Pour diffusion immédiate

le décembre 1, 2022

Peu d'attention provinciale sur les inondations en milieu urbain : la vérificatrice générale

(Toronto) L'absence de coordination provinciale en ce qui concerne les responsabilités pour réduire les inondations causées par des systèmes de drainage débordés augmente le risque pour les maisons et les entreprises de millions d'Ontariens, affirme la vérificatrice générale Bonnie Lysyk. Dans son *Rapport annuel 2022*, elle souligne que même si quatre ministères provinciaux ont des responsabilités à cet égard (Environnement, Protection de la nature et Parcs; Richesses naturelles et Forêts; Affaires municipales et Logement; et Infrastructure), des lacunes subsistent.

« Tous les Ontariens qui vivent dans des villes et des petites communautés pourraient être à risque d'inondations », a déclaré Mme Lysyk. « La province pourrait apporter des changements pour réduire ce risque, notamment en mettant à jour le Code du bâtiment, en améliorant les outils de cartographie des risques d'inondation en milieu urbain et en protégeant mieux les espaces verts et les espaces naturels, comme les milieux humides, qui offrent une protection naturelle aux collectivités. »

Les propriétaires ont besoin de conseils de la province sur ce qu'ils peuvent faire pour réduire les menaces à leurs propriétés, ainsi que d'incitatifs efficaces pour adopter des mesures préventives. De nombreux propriétaires ne savent pas qu'ils risquent davantage d'être inondés. De nombreuses personnes qui achètent de nouvelles maisons ne sont pas protégées contre les refoulements d'égout en raison des exigences vagues du Code du bâtiment de l'Ontario concernant les clapets anti-retour.

« L'installation d'un clapet anti-retour coûte environ 250 \$ pendant la construction d'une nouvelle maison, tandis que la rénovation pour en ajouter coûte des milliers de dollars, et les dommages à une maison inondée peuvent coûter plus de 40 000 \$ à réparer », explique Mme Lysyk. « Une mise à jour du Code du bâtiment de l'Ontario visant à exiger un clapet anti-retour dans toutes les maisons nouvellement construites est une mesure sensée qui pourrait permettre à de nombreux Ontariens d'économiser des dizaines de milliers de dollars et des mois de problèmes causés par les inondations en milieu urbain. »

De plus, le sud de l'Ontario continue de perdre des espaces verts et des milieux humides qui aident à contrôler les inondations. La province n'a pas évalué de nombreux milieux humides et ne les a pas désignés comme sites à protéger. Le changement climatique augmente la probabilité de précipitations plus fréquentes et plus violentes, ce qui peut submerger les égouts pluviaux et d'autres infrastructures pour les eaux pluviales et augmenter le risque d'inondation en milieu urbain.

Les précipitations record de 2013 à Toronto qui ont causé des inondations fluviales et en milieu urbain ont été la catastrophe la plus coûteuse de l'Ontario. Les réclamations d'assurance de 7000 sous-sols inondés et 900 000 ménages laissés sans électricité s'élèvent à environ 1 milliard de dollars.

« La province est bien consciente de la nécessité d'accomplir davantage pour régler ce problème », a déclaré Mme Lysyk. « Ces quatre ministères doivent élaborer un cadre provincial visant à réduire le risque d'inondations en milieu urbain qui définit et attribue clairement les rôles et les responsabilités. »

Le rapport d'audit comporte 16 recommandations aux fins d'amélioration.

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(647) 267-9263

Le rapport est accessible à l'adresse www.auditor.on.ca

 @OntarioAuditor

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.